

## Catherine PREBISSY-SCHNALL

Maître de conférences en droit public

### **Disciplines et domaines de recherche :**

Droit de la commande publique et droit pénal de la commande publique  
La modernisation du droit public par les nouvelles technologies de l'information et de la communication : l'e-gouvernement et l'e-procurement  
Droit administratif de la santé et la santé connectée

UFR droit et science politique

Université de Paris Nanterre

Laboratoire de rattachement : CRDP - Centre de Recherches en droit public (EA 381)

Mail : [catherine.prebissy-schnall@u-paris10.fr](mailto:catherine.prebissy-schnall@u-paris10.fr)

 @cathprebissy

 <https://fr.linkedin.com/in/catherine-prébissy-schnall-b343336b>

## ETUDES

### **Titres et diplômes :**

Doctorat en droit public pour la présentation en soutenance de la thèse *La pénalisation du droit des marchés publics* (Paris X, nov. 2001, mention très honorable avec les félicitations du jury, proposition de prix et obtention d'une subvention pour la publication chez LGDJ, tome 223, bibliothèque de droit public)

DEA de droit public et privé de l'économie (1997 ; Cergy-Pontoise)

Diplôme d'université de droit-allemand (DEUG, 1994 ; Cergy-Pontoise)

## ACTIVITES ET RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

### DIRECTIONS DE DIPLOMES

Directrice du Master II de *Droit des technologies numériques et société de l'information*  
Dernière évaluation AERES : A

Co-directrice du DU Commande publique

Co-directrice de la filière Droit-Economie (M1) de 2009 à 2013

Directrice des études de l'IEJ de 2004 à 2006

## RESPONSABILITES COLLECTIVES

- **Membre de la commission des marchés** de l'université de Nanterre (2014-2015)

### COORDINATRICE

- des études en l'honneur du Professeur Michel Bazex, *Droit et économie :interférences et interactions*, Litec, juillet 2009.
- coordination technique de l'ouvrage *Égalité des chances*, contributions réunies par les Professeurs Geneviève Koubi et Gilles J. Guglielmi, éd. La Découverte

### MEMBRE DE JURYS

- **depuis 2006** pour les écrits et les oraux du CRFPA de l'Institut d'études judiciaires de Nanterre et pour les écrits et oraux du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat de Versailles
- **depuis 2012** : pour la demande de spécialisation des avocats en « droit public » et en « droit de la santé « Dommage corporel » ;
- **depuis 2015** : pour les écrits du concours externe d'administrateur des services de l'Assemblée nationale

### RAPPORTEUR DE THESE

- Florin Irimia, « Le contentieux précontractuel des marchés publics en France et en Roumanie », Université Panthéon-Assas Paris II, 16 décembre 2016 (C. Prébissy- Membre du jury)
- Muhannad Ajjoub, La notion de liberté contractuelle en droit administratif français, 20 mai 2016, université Paris II (C. Prébissy- Membre du jury)
- Amélie Robitaille-Froidure, Liberté d'expression et protection du mineur sur Internet, Etude comparée des droits français et américain à l'aune du droit européen et international, dir. Véronique Champeil-Desplats et Sylvia Preuss-Laussinotte, décembre 2013, université Paris Nanterre (Présidente du jury : C. Prébissy)
- Zoobiah Peerbux Beaugendre, La notion de marché public en droit administratif et l'influence communautaire, Amiens, dir. Gérard Soulier, 2003 (2003 AMIE0051) C. Prébissy, rapporteur

### CONSULTANTE

- audition par l'autorité de la concurrence sur un dossier relatif aux offres non-conformes dans les marchés publics, 26/01/2016.
- lors du légithon numérique sur le projet de loi pour une République numérique portée par Axelle Lemaire, samedi 26 septembre 2015
- pour le projet de recherche portant sur les interactions entre le droit public et la comptabilité en relation avec le CNOCP (2014-2015)
- pour la préparation du rapport sur les recours des entreprises en matière de marchés publics attribués par des organisations internationales (pour le compte de l'Agence Spatiale européenne), janvier 2009.
- pour la préparation du rapport d'Eric Besson sur invitation du Conseiller d'Etat Bertrand du Marais, « Des marchés publics complexes aux partenariats public-privé », 27 mai 2008

## FORMATIONS/CONFERENCES

Depuis 2009, Conférences annuelles de méthodologie pour les chargés de travaux dirigés en droit public, Ecole doctorale de Nanterre

Intervention sur « Les contrats administratifs et la comptabilité », in Colloque sur *les interactions entre comptabilité et droit publics*, Ministère des finances, Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP), 25 et 26 janvier 2016.

Participation au Fab Lab (legithon) à Matignon, samedi 26 septembre pour le lancement de la consultation publique sur le projet de loi pour une République numérique. Compte-rendu des étudiants du Master 2 de droit des technologies numériques remis à Axelle Lemaire.

Conférences sur « Conflit d'intérêts, impartialité, capture : comment évolue la déontologie des agents publics? », 14 janvier 2016, « la corruption et la commande publique », 18 juin 2015, dans le cadre des matinales Professionnelles et Juridiques à La Défense "Risques, Entreprise et Vie Publique" organisées par le Centre de recherches de droit public (CRDP) et le Centre de droit pénal et de criminologie (CDPC) de l'Université Paris Ouest Nanterre.

Depuis 2014, conférences de 15 heures sur l'e-procurement à Turin pour le Master en gouvernance et management des marchés publics en appui au développement durable (GOMAP) organisé par le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (CIF-OIT) en partenariat avec l'IEP Paris « Sciences Po », l'Université de Turin (Italie) et Adetef France.

Formation de 4h sur « Le risque pénal et les marchés publics de la défense » dans le cadre du Master 2 « Stratégies industrielles et politiques publiques de défense » (Paris 1) en partenariat avec la DGA: officiers de la direction générale de l'armement en formation continue, 20 juin 2014 ; 9 avril 2015 ; 22 janvier 2016 ; 27 janvier 2017.

Formation sur « les différentes formes et structures de contractualisation » sous l'égide du Centre National de formation syndicale de la Fédération syndicale unitaire, 28 nov. 2007 à Paris.

Formation, « Les délégations de service public : passation, gestion et exécution », 23, 24 et 25 mars 2009 et 23 et 24 mars 2010 à l'Ecole nationale des Ponts et chaussées ParisTech.

Depuis 2009, Conférences annuelles de méthodologie pour les chargés de travaux dirigés en droit public, Ecole doctorale de Nanterre

Conférence sur le thème « Répondre à un appel d'offres » pour l'Institut de l'environnement urbain (dans le cadre du diplôme universitaire « gestion des services urbains »), 2004.

Conférence de 3 heures sur *Le risque pénal et les contrats publics* à destination des directeurs de sociétés d'économie mixte et sur demande de la SCET (groupe Caisse des dépôts), 17 déc. 2002.

« Les communes et l'Etat : la lente émergence du pouvoir local » lors de la journée d'étude intitulée *Administrer la ville, travailler pour la ville* organisée par la ville de Pantin et le Centre national de la fonction publique (CNFPT), 9 décembre 2002.

Intervention aux « Entretiens territoriaux de Strasbourg » dans le cadre de l'atelier « Vers un droit des marchés publics adapté aux besoins des collectivités locales ? » suivie d'un débat sous forme de table ronde, 4 déc. 2000.

Intervention sur le thème « L'éclatement du droit en droit et son instrumentalisation » au colloque *Quelle place pour le droit dans l'intervention sociale ?*, journée d'étude organisée par l'École pratique du service social et le Conseil général du Val d'Oise), 12 oct. 1998.

### ENSEIGNEMENTS ACTUELS

#### **Droit de la commande publique :**

**Marchés publics** (20h, M2 Droit de l'économie)

**Droit de la commande publique** (12h, M2 droit public général)

**Contrats publics** (Université Paris II Assas, 12h, Master 2 Juriste conseil en collectivités territoriales)

**Achats publics électroniques** (15 h, M2 droit des technologies numériques)

#### **Droit des technologies numériques :**

**E-administration** (25h, Master 2 droit des technologies numériques)

**Droit numérique** (36h, Master 1)

**Droit et Internet** (4h, DU Droit et grands enjeux du monde contemporain)

#### **Droit de la santé :**

**Droit administratif de la santé et e-santé** (24h L3 Gestion des établissements de santé)

### **PUBLICATIONS**

**Auteur** : - dans la *Revue Contrats Concurrence et Consommation* (éditions Lexisnexis) : contributions mensuelles jusqu'en 2014

- dans la *Revue Droit administratif* (chronique de droit administratif et de droit public financier) : contributions trimestrielles jusqu'en 2014
- dans le *Guide juridique des marchés publics* (éditions Weka)

#### **Parutions :**

« Les éléments de spécificité du contrat administratif » in *Droit et Comptabilité : la spécificité des comptes publics*, S. Kott, Economica, janvier 2017

« Le Conseil constitutionnel et son rôle », fiche pour la plate-forme Lexis Académique, 17 mai 2015

« L'avenir du délit de favoritisme », tribune sur le site achatpublic.com, 15 mai 2015

«Nouvelle voie de recours contentieux ouverte aux tiers à un contrat de la commande publique (Tropic 2) », La semaine juridique – Entreprises et affaires- n°18, 1<sup>er</sup> mai 2014.

« Maîtriser la durée d'une convention de délégation de service public » in Mélanges en l'honneur du Professeur Philippe Godfrin, *Les nouvelles orientations du droit de la propriété publique*, éd. Mare & Martin, avril 2014, p. 437

« Fourchettes des taux de pondération des critères pour l'attribution des marchés subséquents aux accords-cadres : TA Melun, ord., 23 décembre 2013, Société Organisation et services en informatique et logiciels, n° 1309859 et TA Melun, ord., 23 décembre 2013, société Econocom, n°1309885, Contrats Concurrence Consommation, avril 2014, p. 32

« Le délit de favoritisme et la création d'un favoritisme non intentionnel devant les juridictions financières », « Chronique de Droit administratif & Droit public financier », Revue droit administratif, 2014, chronique 12.

«Présentation des nouvelles directives adoptées par le parlement européen, le 15 janvier 2014 », Contrats Concurrence Consommation, mai 2014.

« Vers une réforme du délit de favoritisme ? », revue Contrats publics n° 139, janvier 2014

« Aucune obligation de respect du délai de stand still avant de signer un marché à procédure adaptée (MAPA) : CE, 11 décembre 2013, Société antillaise de sécurité, req. n° 372214 », Contrats Concurrence Consommation, n°49, février 2014.

« Les conditions de notation du critère du prix dans les marchés publics : CE, 29 octobre 2013, Val d'Oise Habitat, req. n° 370789 », Contrats Concurrence Consommation, n°17, janvier 2014.

« Comment sensibiliser les acteurs à la dimension économique des marchés publics ? », in « Chronique de Droit administratif & Droit public financier », *Revue droit administratif*, décembre 2013, chronique 11

« Marchés de maintenance de logiciels passés sans mise en concurrence : CE, 2 octobre 2013, Département de l'Oise c. Société Itslearning France, req. n°368846 », Contrats Concurrence Consommation, n°275, décembre 2013.

« Le Guide de la modernisation de l'achat (SAE, 6 septembre 2013) », Contrats Concurrence Consommation, novembre 2013.

«Critères d'attribution des marchés subséquents à un accord-cadre et information appropriée des candidats : CE, 5 juillet 2013, UGAP», Contrats Concurrence Consommation, n° 221, octobre 2013.

«Concurrence et offre anormalement basse : CE, 29 mai 2013, Ministre de l'Intérieur c. Société Artéis, req.n°366606», Contrats Concurrence Consommation, n° 190, août-septembre 2013

- « Le mouvement de réduction des délais de paiement dans la commande publique », in « Chronique de Droit administratif & Droit public financier », *Revue droit administratif*, juillet 2013, chronique 10, p.

- « Courriel et vigilance des candidats à un marché public », *La Semaine Juridique Entreprise et Affaires* n° 9, 28 Février 2013, p. 1136 à 1138, commentaire sur CE, 7e et 2e s.-sect., 3 oct. 2012, n° 359921, Département des Hauts-de-Seine c/ Sté Columbus consulting.
- « La responsabilité pour fraude ou dol », *Guide juridique des marchés publics* (éditions Weka), avril 2012.
- « Classification des accords-cadres et des marchés publics », *Guide juridique des marchés publics* (éditions Weka), juillet 2012.
- « Comment attribuer une subvention conforme au droit de l'Union européenne sans encourir la requalification en marché public ? », *Droit Administratif* n° 6, Juin 2012, chron. 5.
- « Concurrence et baisse des tarifs en cours de vie d'une délégation de service public », *Contrats Concurrence Consommation* n° 8, Août 2012, comm. 211 sur Cass. com., 30 mai 2012, n° 11-14.564, F-D, Sté La Réunion numérique.
- « Manquement aux règles de passation et remboursement de la subvention FEDER », *Contrats Concurrence Consommation* n° 6, Juin 2012, comm. 157 sur CE, 21 mars 2012, req. n° 308601, Min. Int., Outre-mer et collectivités territoriales
- « L'impact de la loi relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives sur le droit de la commande publique (L. n°2012-387 du 22 mars 2012, JO 23 mars 2012), *Contrats Concurrence Consommation* n° 5, Mai 2012, comm. 130
- « Le nouveau Guide des bonnes pratiques du droit des marchés publics à la lumière du droit de la concurrence », *Contrats Concurrence Consommation* n° 4, Avril 2012, comm. 101.
- « Impossibilité d'exercer un référé précontractuel pour l'opérateur attributaire d'un marché public (CE, 23 déc. 2011, n° 350231, Dpt de la Guadeloupe), *Contrats Concurrence Consommation* n° 3, Mars 2012, comm. 70
- « Développement durable et marchés publics (CE, 23 nov. 2011, n° 351570, Communauté urbaine de Nice-Côte d'Azur), *Contrats Concurrence Consommation* n° 2, Février 2012, comm. 52
- « Compatibilité des SPL avec les règles de la concurrence et de la commande publique », *Contrats Concurrence Consommation* n° 1, Janvier 2012, comm. 26 sur Aut. conc., avis n° 11-A-18, 24 nov. 2011 relatif à la création des sociétés publiques locales.
- « Marchés publics et logiciel libre », *Contrats Concurrence Consommation* n° 12, Décembre 2011, comm. 265 sur CE, 30 sept. 2011, req. n° 350 43, Région Picardie
- « Les variantes sans offre de base dans les marchés publics », *Contrats Concurrence Consommation* n° 11, Novembre 2011, comm. 245.
- « Marchés publics et subventions : un risque de plus en plus grand de requalification », *Contrats Concurrence Consommation* n° 10, Octobre 2011, comm. 220 sur CAA Bordeaux, 21 juin 2011, n° 10BX01717, Région du Limousin.
- « La vérification obligatoire et sérieuse de la viabilité économique de l'offre anormalement basse », *Droit Administratif* n° 10, Octobre 2011, chron. 4.

- « Offre anormalement basse et marché public de prestations juridiques », Contrats Concurrence Consommation n° 8, Août 2011, comm. 197 sur TA Cergy-Pontoise, Ord., 18 févr. 2011, n° 1100716, SCP Claisse et Associés
- « Contrats et analyse économique du droit », Contrats Concurrence Consommation n° 7, Juillet 2011, comm. 170 sur TA Paris, 18 mars 2011, req. n° 0915311, Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris.
- « L'estimation du besoin en matière de commande publique », Droit Administratif n° 6, Juin 2011, chron. 3
- « Efficacité de la commande publique et offre anormalement basse », Contrats Concurrence Consommation n° 4, Avril 2011, comm. 97 sur TA Lille, 25 janv. 2011, req. n° 0800408, Sté Nouvelle SAEF.
- « Entente dans la restauration des monuments historiques sanctionnée », Contrats Concurrence Consommation n° 3, Mars 2011, comm. 75 sur Aut. conc., déc. n° 11-D-02, 26 janv. 2011 relative à des pratiques mises en oeuvre dans le secteur de la restauration des monuments historiques.
- « Épilogue de l'affaire du stade Jean Bouin : une convention d'occupation domaniale librement conclue », Contrats Concurrence Consommation n° 2, Février 2011, comm. 43 sur CE, sect., 3 déc. 2010, req. n° 338272, Ville de Paris et Association Paris Jean Bouin.
- « Critères de l'interventionnisme économique d'une personne publique », Contrats Concurrence Consommation n° 1, Janvier 2011, comm. 12 sur CE, 20 oct. 2010, req. n° 300347, Province des îles Loyauté (conclusions Sophie-Justine Lieber, rapporteur public).
- « Indemnisation et violation du droit des marchés publics », Contrats Concurrence Consommation n° 12, Décembre 2010, comm. 279 sur CJUE, 30 sept. 2010, aff. C-314/09, Stadt Graz
- « Modernisation du contentieux des contrats de la commande publique : CE, 21 mars 2011, Commune de Béziers, req. n° 304806 », La semaine juridique, Entreprises et affaires, 14 avril 2011, 3 pages.
- « Les enjeux financiers de la dématérialisation des marchés publics », in « Chronique de Droit administratif & Droit public financier », *Revue droit administratif*, janvier 2011, chronique 2.
- « Comment prendre en compte la proximité géographique des candidats à la commande publique ? », avec Jean-Mathieu Glatt, *Revue Lamy des collectivités territoriales*, décembre 2010.
- « Négociation et courrier électronique dans le cadre de la mise en concurrence : note sous TA Toulon, 17 juin 2010, Sté ADW Network, req. n° 0901622 », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 257, nov. 2010, p. 23.
- « Les interrogations soulevées par le volet « valorisation domaniale » du projet de contrat de partenariat », in « Chronique de Droit administratif & Droit public financier », *Revue droit administratif*, octobre 2010, chronique 2, p. 20.
- « La mise en régie (l'exécution aux frais et risques) », *Guide juridique des marchés publics* (éditions Weka), juillet 2010.

- « La détermination réaliste de la durée d'une convention de délégation de service public », in « Chronique de Droit administratif & Droit public financier », *Revue droit administratif*, juin 2010, chronique 1, p. 21
- « Marchés publics : l'existence d'une règle de publicité des sous-critères et de leur pondération : note sous CE, 18 juin 2010, Cne de Saint-Pal-de-Mons, req. n° 337377 », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 215, Août-sept. 2010.
- « Faire-part de naissance des sociétés publiques locales, note sous la loi n° 2010-559, 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales : JO 29 mai 2010, p. 9697 », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 187, juill. 2010, p. 30.
- « Délégation de service public ou convention d'occupation du domaine public ? (CAA Paris, 25 mars 2010, Ass. Paris Jean Bouin), *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 161, juin 2010, p. 26.
- « Délégation de service public : activité économique d'une personne publique et concurrence (CE, 3 mars 2010, Département de la Corrèze) », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 134, mai 2010, p. 31.
- « La corruption dans les marchés publics », fascicule au *Jurisclasseur Contrats et marchés publics*, avril 2010, 13 pages.
- « Seuil de dispense de procédure : CE, 10 février 2010 Pérez (annulation du décret n°2008-1356 du 19 décembre 2008 relatif au relèvement de certains seuils du code des marchés publics) », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 104, avril 2010, p. 27.
- « Distorsion de concurrence, risque pénal et requalification contractuelle ; à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat rendu le 13 janvier 2010, Association Paris Jean Bouin », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 74, mars 2010, p. 25.
- « Communication au candidat évincé d'un marché public des motifs détaillés ayant motivé son éviction », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 53, février 2010, p. 31.
- « Vers la fin de l'approche catégorielle des contrats de la commande publique », in *Mélanges Bazex, Droit et économie : interférences et interactions*, Litec, juillet 2009, 22 pages.
- « L'abus de position dominante », fascicule au *Jurisclasseur Contrats et marchés publics*, juillet 2009, 14 pages.
- Participation à la rédaction du Rapport sur les recours des entreprises en matière de marchés publics attribués par des organisations internationales (pour le compte de l'Agence Spatiale européenne), janvier 2009.
- « Exécution du marché : droits et obligations du cocontractant », fasc. au *Jurisclasseur Contrats et marchés publics*, janvier 2009, 21 pages.
- « Exécution du marché : pouvoirs de l'Administration », fasc. au *Jurisclasseur Contrats et marchés publics*, janvier 2009, 20 pages.



- « Extension du réseau Vélib' : CE, 11 juillet 2008, Vile de aris c/ Sté Clear Chanel », avec le doctorant Edwin Tachlian-Degras, *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 202, août-sept. 2008, p. 20.
- « Les conséquences indemnitaires de l'annulation d'un marché de mobilier urbain pour le concurrent fautif : CE, sect., 10 avril 2008, Sté Decaux », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 159, juin 2008, p. 33.
- « L'extension du réseau Vélib' à la banlieue peut-elle être regardée comme accessoire au marché initial : TA Paris, 2 janv. 2008, Sté Clear Chanel France », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 160, juin 2008, p. 35.
- Ouvrage : « Pratique des accords-cadres », éd. Weka, juill. 2007, 120 pages
- « Valeur du critère de l'offre économiquement la plus avantageuse : CE, 6 avril 2007, Département de l'Isère », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 151, juin 2007, p. 18.
- « La notification de rejet à un candidat au terme du délai de validité des offres et par conséquent la notification du marché à l'entreprise attributaire au-delà de ce délai n'a pas pour effet de proroger irrégulièrement le délai de remise des plis : CE, 2 mars 2007, Cne de Lens », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 126, mai 2007, p. 2.
- « L'exemple des contrats de mobilier urbain : TA Paris, ord. 23 févr. 2007, Sté Clear Chanel France », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 96, avril 2007, p. 26.
- « Marché public et concurrence loyale : CE, 20 oct. 2006, Syndicat des eaux de Charente-Maritime », *Revue Contrats Concurrence et Consommation*, comm. n° 11, janvier 2007, p. 27.
- Article, « Evolution d'un face à face : juge de l'excès de pouvoir et contrat administratif : le retour à un contrat ouvert ? » pour l'ouvrage *Sur les fondements du droit public-anthropologie, psychanalyse, histoire et droit*, coll. Droit, territoire, culture, éd. Bruylant, Bruxelles, 23 pages, 2004.
- Ouvrage collectif: Catherine Prebissy-Schnall, Rozen Noguellou et Bernard Castaing, *Les marchés publics : notions, gestion et exécution*, coll. Litec affaires finances, éd. Litec, 200 pages, 2003.
- « La pénalisation du droit des marchés publics : la notion pénale de marché public », *Revue Actualité de la commande publique et des contrats publics* janv. 2003, n°18, 8 pages.
- Ouvrage, *La pénalisation du droit des marchés publics*, LGDJ, 2002, 617 pages.
- « A la recherche d'une cohérence globale : la multiplication des contrôles de compatibilité en droit de l'urbanisme », *Revue générale des collectivités territoriales* déc. 2002, n°25, 16 pages dactylographiées et *Gazette du Palais* n°33-35
- « La crise d'adaptation du droit des marchés publics », dans l'ouvrage *Le droit autrement. Nouvelles pratiques juridiques et pistes pour adapter le droit aux réalités locales contemporaines*, éd. Charles Léopold Mayer, 1<sup>er</sup> trimestre 2001 avec la collaboration du CIEDEL (Centre international d'études pour le développement local), p. 53-59, mai 2001.